

Colloque « La fabrique des mémoires »

Appel à communications (Poitiers, 20 et 21 octobre 2022)



Université
de Limoges



Sujet ancien mais pour le moins d'actualité, comme en témoignent les controverses émergeant régulièrement dans le champ social et médiatique¹, la mémoire présente à la fois un enjeu scientifique et politique. Cette notion, loin d'être un impensé scientifique, a fait l'objet de nombreuses recherches dans différentes disciplines, depuis la philosophie antique² jusqu'aux neurosciences contemporaines (Infurchia, 2016). Un champ d'études s'est même constitué en sous-discipline dans différents pays, dans le sillage des *memory studies* américaines.

Terme polysémique, la mémoire renvoie à des définitions différentes selon le point de vue disciplinaire. Il s'agit d'une « hétérogénéité des phénomènes qu'on nomme tout unanimement "mémoire". Souvenirs de l'expérience vécue, commémorations, archives et musées, mobilisations politiques de l'histoire ou "invention de la tradition", monuments et historiographies, conflits d'interprétation, mais aussi oublis, symptômes, traces incorporées du passé, occultations et falsifications de l'histoire : la mémoire embrasse décidément trop et signale par là-même le caractère métaphorique de son usage » (Lavabre, 2000 : 48). En sciences humaines et sociales, se dessinent au moins trois grandes problématiques autour de la mémoire (Lavabre, 2007) que ce colloque entend revisiter. La première relève de la question des « lieux de mémoire », qu'on doit à Pierre Nora (1997) et qui se donne pour objet la généalogie des représentations des symboles dans lesquels se cristallisent les identités collectives, les mises en récit publiques du passé et plus encore les usages politiques du passé. La deuxième est celle du « travail de mémoire », qui rentre dans le registre normatif et la réflexion philosophico-politique comme le « devoir de mémoire », « les revendications mémorielles », ou « l'apaisement et [...] la résolution des conflits issus du passé » (Ricoeur, 2000). La troisième, enfin, est celle des « cadres sociaux de la mémoire » (Halbwachs, 1997 [1950]), et porte sur les conditions sociales de la production et de l'évocation des souvenirs.

L'objectif de ce colloque n'est pas d'interroger une fois de plus la multiplicité des notions de mémoire ou les controverses qu'elle cristallise, mais plutôt d'user de sa polysémie pour interroger ses modes d'appropriation et de construction, à la lumière des sciences

¹ Voir par exemples les clivages politiques autour des commémorations du bicentenaire du règne de Napoléon Bonaparte et des 150 ans de la Commune de Paris, ou tout aussi récemment les débats autour du déboulonnage des statues d'esclavagiste en Angleterre, France métropolitaine et outre-mer.

² Aristote, « De la Mémoire et de la réminiscence », in *Petits traités d'histoire naturelle*, textes établis et traduits par René Mugnier, Paris : Les Belles Lettres, 1965 [1953], p. 53-63.

humaines et sociales (anthropologie, géographie, histoire, philosophie, psychologie, sciences politiques, sciences du langage, sciences de l'éducation, sociologie). Le colloque abordera ainsi la question des mémoires sous l'angle de leur construction sociale, que l'on propose de décliner en trois axes. Dans un premier temps, il s'agira d'explorer la mémoire en tant qu'elle fait l'objet de (re)constructions et déconstructions, impliquant institutions et individus. On s'intéressera alors aux processus de mises en mémoire et de mises en silence à différentes échelles. Un second axe invite à se pencher sur la distribution sociale des pratiques mémorielles, comme pratiques visant à la remémoration (organiser des cérémonies, transmettre des souvenirs de famille, inscrire des dates dans un calendrier, raconter son histoire de vie...). Nous questionnerons également les ressources mémorielles au sens large comme moyens mis en œuvre pour produire un récit qui ancre l'individu ou le groupe dans le temps. Il s'agira, parallèlement, de s'intéresser aux situations où ces ressources peuvent faire défaut. Enfin, le dernier axe interrogera la mémoire comme enjeu déontologique et méthodologique traversant les pratiques de recherche.

Axe 1. Les mémoires : entre (re)constructions et déconstructions

Les processus de construction de mémoires peuvent se penser sur trois échelles d'analyses différentes. À une échelle macrosociale, il s'agit de rendre compte de la construction d'histoires nationales, patrimoniales et des enjeux de commémoration. Le niveau mésosocial renvoie, quant à lui, à la construction d'un groupe autour d'une mémoire commune (associations, entreprise, famille, quartier, etc.). Enfin, les enjeux de mémoire renvoient tout autant à une échelle microsociale, c'est-à-dire la façon dont ils contribuent à façonner les individus. À tous ces niveaux, des mémoires se (re)construisent et se déconstruisent. Ce sont ces processus de mise en mémoire / mise sous silence qui nous intéresseront plus spécifiquement.

1) Les luttes mémorielles

La mémoire se (re)construisant par des usages politiques du passé et des stratégies mémorielles (Lavabre, 2007), elle est objet de luttes. Ce sous-axe vise ainsi à interroger la place des institutions dans la (re)construction de mémoires collectives, dans la lignée des travaux de Halbwachs (1994). On pourra notamment s'interroger sur le processus par lequel ces institutions (associations, école, musées, etc.) sélectionnent des mémoires et en mettent d'autres dans l'ombre. Dans quelle mesure produisent-elles des oublis volontaires (amnésie institutionnelle *versus* mémoire officielle), à l'échelle nationale ou internationale (Martin et Suaud, 1996) ? Comment les rapports de pouvoir et l'inégale mobilisation de technicien·nes de mémoires structurent-ils « le mécanisme de légitimation de patrimoine en une mémoire universelle » (Palumbo, 2010 : 15) ou nationale ? Comment cela produit-il des mémoires concurrentielles, et détermine par conséquent un cadre de mise en récit officiel ? Les communications peuvent rendre compte des processus de publicisation d'une certaine

« vérité » sur le passé, notamment *via* l'action collective – ou autres entrepreneur·ses de mémoire (Pollak, 1993 ; Hourcade, 2015).

L'École, en tant qu'institution, joue en ce sens un rôle de conservation, de gestion et de distribution d'une mémoire nationale, fondement d'une culture commune (Forquin, 2008). Elle participe de la construction de la mémoire collective en imposant la transmission d'une mémoire spécifique dans les programmes scolaires. Comme l'ont montré différentes auteur·es (Legris, 2013 ; Lopez et Sido, 2016), les disciplines et les contenus qui les composent sont soumis à des pressions extérieures qui redéfinissent à leur tour les contours de cette mémoire scolaire, pensée pour être fondatrice de l'État-Nation (Thiesse, 1999). Les femmes ont par exemple été largement invisibilisées dans la mémoire nationale (Perrot, 1998) de même que l'histoire politique des migrations (post)coloniales (Hajjat, 2005). Quels peuvent être les enjeux de luttes autour de la transmission d'un certain récit national par les programmes scolaires ? Quels aménagements ou résistances les enseignant·es et/ou les élèves mettent-ils en place ? Les questions posées ici ne sont pas exclusives à l'École et pourront interroger des mécanismes propres à d'autres institutions (musées, associations, etc.).

Le monde du travail connaît, quant à lui, une injonction croissante à faire ressortir la singularité du parcours de vie de chacun·e pour se rendre toujours plus employable dans un marché toujours plus concurrentiel (Boltanski et Chiapello, 1999). Alors que les individus donnaient autrefois un sens à leur existence à partir de « grands récits » (Lyotard, 1979), on constate aujourd'hui une moindre tendance à s'inclure dans le « nous » que pouvaient représenter les grandes institutions régulatrices (famille, syndicat, école, entreprise, etc.). Ce changement serait dû, selon Christine Delory-Momberger (2018), à un phénomène de biographisation de la société initié depuis les années 1970, poursuivant l'« individualisation du social » (Rosanvallon, 1995). Le syndicalisme connaît des transformations et des résistances, qui accompagnent ce mouvement ou s'efforcent au contraire d'entretenir une mémoire collective des travailleur·ses (Andolfatto et Labbé, 2011).

On s'intéressera ainsi aux communications qui étudieront les effets du processus de biographisation dans différents espaces sociaux. Car, si la mémoire est ce qui permet de faire groupe, comment sa production s'articule-t-elle avec le mouvement de biographisation de la société ? Quels effets peut-il produire sur les processus mémoriels ? Dans quelle mesure la construction individuelle de mémoires (à l'échelle d'une famille, d'une nation, d'une entreprise, d'un quartier, etc.) permet-elle, malgré tout, de continuer à faire groupe ?

2) La mémoire incorporée ou l'impossible oublié ?

À un niveau plus microsocial, les individus sollicitent leur mémoire et mobilisent certains schèmes dans l'exercice de remémoration, tandis qu'ils en mettent d'autres en veille (Lahire, 2011 [1998]). Mais que deviennent les schèmes mis en veille s'ils ne sont pas totalement oubliés ? À cet égard, le corps est un objet d'étude pertinent. Il apparaît en effet comme un instrument révélant la naturalisation de l'incorporation du social et « l'apprentissage par corps » réalisé de manière non-consciente (Faure, 2000 ; Bourdieu, 1977 ;

Mauss, 1936). En effet, « le passé se conserve, d'une certaine manière, dans les corps » et « c'est ce qui [nous] permet d'agir, de penser et de parler quotidiennement, sans avoir au préalable à se remémorer les principes d'action » (Faure, 2000, p. 96). Dans certains contextes, le corps peut actualiser des dispositions motrices dont il ne se servait plus jusque-là et en même temps constituer une marque indélébile d'une mémoire incorporée - cicatrices, hexis corporelles, symptômes post-traumatiques (Branche, 2020 ; Faure 2000 ; Kaufmann, 1992). Si les individus conservent des dispositions et des souvenirs enfouis, cela nous conduit à nous interroger sur ce qui est effectivement gardé en mémoire et sur l'influence qu'ils peuvent avoir sur le devenir individuel. Que deviennent les schèmes qui sont mis en veille s'ils ne sont pas totalement oubliés ? Les liens tissés entre les sciences humaines et les sciences cognitives peuvent offrir en cela des perspectives heuristiques, en mobilisant des outils méthodologiques et techniques spécifiques (Lahire et Rosental, 2008, Vidal, 2012 ; Ehrenberg, 2018).

De même que la mémoire collective peut faire l'objet de modifications, la mémoire individuelle apparaît, elle aussi, en proie aux altérations. L'accès à la mémoire peut en effet être limité par la survenue d'un problème de santé (AVC, maladie d'Alzheimer, etc.), le vieillissement, ou par un mécanisme de refoulement des souvenirs (Lahire, 2018), tels que les traumatismes ou l'amnésie dissociative (Salmona, 2018). Une des entreprises de la médecine, de la psychanalyse et des proches de personnes malades (la famille, les ami·es, les autres personnes malades) est de rendre l'oubli réversible, de permettre la limitation des pertes de mémoire voire l'accès aux expériences oubliées. Cet accompagnement n'est pas sans effet puisqu'il façonne le discours sur les souvenirs en fournissant un cadre contraint pour se raconter et donner du sens à son parcours de vie (Drulhe, 1988). Il fait l'objet d'une appropriation inégale selon la position sociale des individus (Béliard, 2019 ; Darmon, 2021). Ce sous-axe interrogera ainsi l'influence des autres dans l'exercice de remémoration et l'inégale répartition du souci pour la mémoire selon les caractéristiques individuelles (âge, genre, classe sociale, race).

Axe 2. Les pratiques mémorielles : ressources, transmissions et appropriations

Si la mémoire est un outil de distinction pour les groupes les plus élevés dans la hiérarchie sociale et leur permet de s'inscrire dans le temps, le processus d'individualisation de la société (Elias, 1991) tend à une « massification » des pratiques mémorielles à l'échelle individuelle jusque dans les groupes les plus dominés. Face à cette injonction au récit de soi (Duvoux, 2009), il apparaît pertinent d'interroger les enjeux de classement qui les sous-tendent ainsi que les ressorts et la mise en œuvre des pratiques mémorielles collectives aux différents niveaux de la hiérarchie sociale.

1) Des pratiques mémorielles socialement distribuées

Si les travaux d'Anne Muxel dévoilent les fonctions de la mémoire familiale (transmission, reviviscence, réflexivité) par-delà les différences de milieux sociaux, ils montrent aussi que celle-ci est « un opérateur de la construction de l'identité du sujet » (Muxel, 1996), et peut donc faire l'objet d'appropriations et de constructions différenciées (Billaud et *al.*, 2015). Au sein des familles, les appropriations de l'histoire familiale peuvent se comprendre au regard des parcours et caractéristiques des différents membres (genre, âge, rang dans la fratrie). Par ailleurs, au cours de sa vie un même individu peut connaître différents rapports à la mémoire familiale, et certains événements peuvent conduire à un intérêt pour celle-ci : passage à l'âge adulte, mise en couple, naissance d'un enfant, décès d'un·e proche, avancée en âge, maladie (Béliard, 2012), etc. De même, les expériences de stigmatisation et de discrimination constituent des moteurs d'entreprises de mémoire pour les personnes racisées (Hourcade, 2015 ; Frigoli et Rinaudo, 2009). Si, pour des individus en forte ascension sociale, l'engagement dans une démarche mémorielle permet de rendre la trajectoire sociale plus légitime (Delon, 2014) ou visible (Lagrave, 2021), l'immobilité sociale signe-t-elle pour autant l'absence de pratiques mémorielles individuelles ? Dans ce contexte, nous serons attentif·ves à toutes les propositions articulant parcours de vie et pratiques mémorielles.

On s'intéressera également à la distribution sociale des pratiques mémorielles. Les différentes formes de pratiques mémorielles : constitution d'arbre généalogique et/ou d'albums photos, tourisme diasporique (Bidet, 2009 ; Ponrouch, 2009), tests génétiques, écriture de journal intime, (auto)biographies, etc. nous interrogent sur les canaux de transmission d'une mémoire familiale et sur sa variation en fonction de l'appartenance sociale des familles et/ou des individus qui la composent. Dans quelle mesure le travail mémoriel est-il genré ? Comment le travail mémoriel varie-t-il d'une génération à l'autre ? Et d'un genre à l'autre ? L'entretien et la transmission de la mémoire familiale semblent en effet être un travail quotidien particulièrement assigné aux femmes. Dans la mesure où le travail mémoriel ne recouvre pas les mêmes enjeux d'un individu à un autre, comment les « performances de mémoire » (Béliard, 2012) sont-elles investies différemment selon l'appartenance sociale (de classe, de genre, de race, de générations, etc.) ?

2) Quand les ressources mémorielles font défaut

L'accès à des ressources mémorielles varie selon les individus et leurs caractéristiques sociales. Aussi les dispositions à se raconter s'acquièrent par des socialisations institutionnelles ou professionnelles (École, Mission Locale, etc.). On peut donc parler d'une inégale distribution des ressources mémorielles (capital biographique, rapport au temps, rapport au récit). Au-delà des caractéristiques et dispositions individuelles, l'accès même aux traces peut parfois empêcher le processus mémoriel. Nous pensons particulièrement aux personnes dont les logements ont été rasés et qui, effacées du paysage urbain, ont ainsi été privées d'un pan de leur histoire (Delon, 2014), celles ayant quitté leur pays sans pouvoir y

retourner ou encore les anciens soldats appelés d'Algérie dont l'expérience les rattachait à un monde officiellement disparu (Branche, 2020). Comment, en effet, produire une mémoire quand les traces ne sont plus là (Détrez et Bastide, 2020) ? Les propositions de communication abordant les ressources mémorielles et biographiques sous l'angle de la stratification sociale, au carrefour des catégories de classe, de genre, de race ou d'âge, seront ainsi particulièrement attendues.

Le récit familial peut par ailleurs être bousculé par la révélation de secrets de famille plus ou moins enfouis ou oubliés (Dussy, 2013) et générer des conflits, des ruptures, des dissonances et des concurrences au sein de la famille. Les communications abordant la transmission de silences familiaux et cherchant à rendre compte des « structures de silence » à différents niveaux (Weber, 2015 ; Jamouille, 2013) seront ainsi les bienvenues.

Axe 3. Le travail mémoriel dans la pratique de recherche : difficultés méthodologiques et questionnements déontologiques

La mémoire est au cœur de la pratique de recherche en sciences sociales. Qu'il s'agisse d'études quantitatives « rétrospectives » (Grémy, 2007) comme le suivi de cohorte, ou d'études qualitatives s'appuyant sur des récits de vie ou des entretiens, les chercheur·ses font constamment appel à la mémoire des individus pour avoir des informations. Et, dans les études qualitatives, l'enquêteur·rice doit également se fier à sa propre mémoire pour recueillir des notes ethnographiques *a posteriori* (Beaud et Weber, 2003 [1997]). Si les problèmes de reconstructions mémorielles des méthodes rétrospectives (qualitatives notamment) ont été soulevés dans la littérature sociologique sous le thème de l'« illusion biographique » (Bourdieu, 1986), celui-ci ne recouvre pas l'ensemble des difficultés méthodologiques liées à la distorsion mémorielle.

1) La remémoration et ses effets

L'entretien – et plus largement l'enquête – peut constituer une situation de remémoration forcée. Les chercheur·ses peuvent en effet avoir l'impression de solliciter une « mémoire sur commande » (Lepoutre et Cannoodt, 2005 : 15), et d'agir en entrepreneur·ses de mémoire (Pollak, 1993), en obligeant les enquêté·es à se souvenir de certains événements de leur vie. Convoquer les souvenirs, demander une remémoration aux informateur·rices par des questions « fléchées » ou des demandes de précisions, n'est-ce pas imposer non seulement une problématique (Bourdieu, 1993), mais aussi, plus fondamentalement, un souvenir, une mémoire ? Comment les individus négocient-ils avec cette injonction qui leur est faite à se souvenir ? Font-ils valoir un « droit à l'oubli », qui peut par ailleurs leur être réparateur ou salvateur ? S'en réfèrent-ils à un « secret de famille » pour faire cesser l'investigation ? En d'autres termes, on s'intéressera aux frontières du dicible et de l'indicible, du mémorable et de l'immémorable en situation d'entretien (De Singly, 1982), et aux modes de manifestations de ces frontières.

Une autre difficulté méthodologique, directement liée à la première, touche plus spécifiquement la dimension émotionnelle du travail mémoriel. Nombre de travaux soulignent la portée cathartique voire thérapeutique de la recherche pour les individus enquêtés (Delcroix, 1995 ; Branche, 2020). Mais l'entretien biographique est potentiellement une épreuve pour les enquêté·es, qui peuvent se trouver ému·es, gêné·es ou peiné·es pendant ou après un entretien, venant remuer un passé plus ou moins enfoui, plus ou moins connu. L'enquête participe ainsi à « affaiblir » (Payet *et al.*, 2010) des individus déjà stigmatisés socialement ; par exemple des personnes handicapées ou malades que la situation d'entretien conduit à évoquer leur stigmate, des personnes ayant vécu un événement traumatisant, que le récit de soi oblige à revivre tel·les que les demandeur·ses d'asile (Freedman, 2017). La réflexion pourra être étendue à d'autres situations d'entretien qui touche à des questions sensibles pour l'individu (Haas, 2007). De plus, si les remémorations produisent des émotions fortes sur les enquêté·es, quels effets cette charge émotionnelle peut-elle avoir sur la sensibilité et la posture des chercheur·ses (Villani *et al.*, 2014), et plus largement sur la conduite de la recherche ? Quels effets le passé remémoré peut-il avoir sur l'enquêteur·rice et l'enquêté·e, ainsi que son entourage ? Ces récits ne peuvent-ils pas confronter l'enquêteur·rice à ses propres souvenirs ? Que peuvent produire ces réminiscences sur les trajectoires de vie, dans la mesure où l'enquête est une relation sociale pouvant laisser des traces sur les individus ? À l'inverse, on s'intéressera également aux difficultés méthodologiques lorsqu'il s'agit d'interroger des pratiques sociales peu chargées émotionnellement et qui, en dehors de l'entretien, ne présentent pas d'importance mémorable pour l'individu (Chartier *et al.*, 1993).

2) Faire face aux défaillances de la mémoire

Un dernier sous-axe de réflexion concerne les problèmes de remémoration. Les individus peuvent avoir des trous de mémoire et leur mémoire (comme capacité cognitive) peut leur faire défaut (Riandey, 1995). Comment dès lors avoir des informations de la part de personnes qui n'ont pas les capacités de se souvenir (oubli, amnésie volontaire ou involontaire, maladie, vieillesse, etc.) ? Comment composer, dans le travail de recherche, avec l'oubli, les manèges (in)volontaires de la mémoire (Ricoeur, 2000) et les tabous (Haas, 2002) ? Comment analyser les silences ? Quelles solutions méthodologiques peuvent être mises en œuvre pour contourner l'amnésie (in)volontaire et le manque d'informations qui en découle ? Les travaux explorent différentes méthodes, à cheval sur plusieurs disciplines : recours aux archives officielles, ou à des « papiers de famille » pour retracer une mémoire et une histoire familiales (Détrez et Bastide, 2020 ; Lagrave, 2021), entretiens collectifs pour solliciter la mémoire individuelle (El Amrani-Boisseau, 2012), enquête sur le rêve pour sonder l'inconscient des individus et comprendre ce qui les travaille à leur insu (Lahire, 2018), entretiens croisés avec différents membres d'une même famille ou des autres significatifs (Delcroix, 1995 ; Beaud, 2018 ; Lahire, 2019), recours à la photo-élicitation (Collier et Collier, 1986), méthodes des itinéraires suscitant une « mémoire involontaire » (Petiteau, 2006), repérage statistique des erreurs de mémoire (Riandey, 1995), etc. Quelles autres méthodes, qualitatives ou quantitatives, sont possibles ? Comment trouver des traces

de mémoire - qu'elles soient documentaires, corticales³ (extérieures), affectives et psychiques (intérieures) ? Et qu'en est-il des « aide-mémoire » pour l'ethnographe ? Quels autres outils que la photographie et la vidéographie, pour l'aider à reconstituer des scènes observées (Faure, 2000 ; Conord, 2007) ? Dans quelle mesure les nouvelles technologies peuvent-elles renouveler les méthodes d'enquête cherchant à convoquer le souvenir de l'enquêteur·rice ou de l'enquêté·e ? Les contributions abordant ces différents enjeux méthodologiques et apportant un questionnement réflexif sur les pratiques de recherche seront ainsi attendues.

Les propositions de contributions appartenant à différents champs disciplinaires des sciences humaines et sociales sont attendues (anthropologie, géographie, histoire, philosophie, psychologie, sciences politiques, sciences du langage, sciences de l'éducation, sociologie). Les propositions ne doivent pas excéder 500 mots, et devront présenter explicitement le cadre théorique et la démarche méthodologique adoptés. Les communications peuvent s'inscrire dans un axe, ou être plus transversales. Elles seront envoyées à l'adresse colloquedoctogresco2022@gmail.com, avant le 28 février 2022 (sous format .doc, .docx ou .odt).

Calendrier :

- **novembre 2021** : Diffusion de l'appel à communications
- **février 2022** : Fermeture de l'appel à communications
- **avril 2022** : Sélection des communications
- **octobre 2022** : Colloque « La fabrique des mémoires »

Comité scientifique :

Aude Béliard, MCF Sociologie, Université Paris Descartes, CERMES3

Raphaëlle Branche, PU Histoire contemporaine, Université Paris Nanterre, ISP

Gaetano Ciarcia, DR Anthropologie CNRS, IMAF

Dominique Chevalier, MCF Géographie, Université de Lyon 1, EVS

Christine Détrez, PU Sociologie, École Normale Supérieure de Lyon, CMW

Sylvia Faure, PU Sociologie, Université Lyon 2, CMW

Sarah Gensburger, DR en Science politique CNRS, ISP

Valérie Haas, PU Psychologie sociale, Université Lyon 2, GREPS

Marie-Claire Lavabre, DR Science politique CNRS, CEE

³ Les sciences cognitives cherchent les traces de la mémoire dans le cortex cérébral (Ricoeur, 2000).

Gilles Moreau, PU Sociologie, Université de Poitiers, GRESCO

Anne Muxel, DR Sociologie et Science politique CNRS, CEVIPOF

Stéphanie Tabois, MCF Sociologie, Université de Poitiers, GRESCO

Comité d'organisation :

Théoxane Camara, Lucie Chevalier, Estelle Laurent, Aymeric Le Corre, Nina Moubeyi-Koumba, Edna Gyrelle Tsoungui Moukala, Papa Oumar Ndiaye, Gwendal Roblin et Mathilde Soubry ; doctorant·es du GRESCO Poitiers-Limoges

Florence Cavin, gestionnaire du GRESCO Poitiers

Bibliographie

- ANDOLFATTO Dominique et Dominique LABBÉ, *Sociologie des syndicats*, La Découverte, 2011.
- BEAUD Stéphane, *La France des Belhoumi. Portraits de famille (1977-2017)*, La Découverte, 2018.
- BEAUD Stéphane et Florence WEBER, *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, Collection Grands Repères Guide, 2003 [1997].
- BÉLIARD Aude, *Des familles bouleversées par la maladie d'Alzheimer : variations sociales*. Toulouse, France : Érès, Print, 2019.
- BÉLIARD Aude, « Investir le registre des problèmes de “mémoire” », *Genèses*, n° 87, n° 2, 2012, p. 4-25.
- BIDET Jennifer, « Revenir au bled. Tourisme diasporique, généalogique, ethnique ou identitaire ? », *Diasporas. Histoire et sociétés*, vol. 14, n° 1, 2009, p. 12-32.
- BILLAUD Solène, Sybille GOLLAC, Alexandra OESER et Julie PAGIS, (dir.), *Histoires de famille : les récits du passé dans la parenté contemporaine*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2015.
- BOURDIEU Pierre, *La Misère du monde*, Seuil, 1993.
- BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 62, n° 1, 1986, p. 69-72.
- BOURDIEU Pierre, *Le Sens pratique*, Les Éditions de Minuit, 1980.
- BOURDIEU Pierre, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Les Éditions de Minuit, 1979.
- BOURDIEU Pierre, « Remarques provisoires sur la perception sociale du corps », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 14, 1977, p. 51-54.
- BRANCHE Raphaëlle, « Papa, qu'as-tu fait en Algérie ? » *Enquête sur un silence familial*, La Découverte, 2020.
- CHARTIER Anne-Marie, DEBAYLE Jocelyne, JACHIMOWICZ Marie-Paule, « Lectures pratiquées et lectures déclarées. Réflexions autour d'une enquête sur les lectures d'étudiants en IUFM », in E. FRAISSE (dir.), *Les Étudiants et la lecture*, Paris, PUF, 1993.
- CHIAPELLO Ève et Luc BOLTANSKI, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.
- COLLIER John et Malcolm COLLIER, *Visual anthropology: photography as a research method*, University of Mexico Press, 1986
- CONORD Sylvaine, « Usages et fonctions de la photographie », *Ethnologie française*, vol. 37, n° 1, 2007, p. 11-22.
- DARMON Muriel, *Réparer les cerveaux : sociologie des pertes et des récupérations post-AVC*, La Découverte, 2021.
- DELCROIX Catherine, « Des récits de vie croisés aux histoires de famille », *Current Sociology*, vol. 43, n° 2, 1995, p. 61-67.
- DELON Margot, « Faire mémoire(s) de lieux disparus. Le cas des bidonvilles et cités de transit de Nanterre », *Ethnologie française*, vol. 44, n° 2, 2014, p. 341-353.

- DELORY-MOMBERGER Christine, « Transformations et centralité du récit de soi dans la société biographique », *Le sujet dans la cité*, vol. 9, n° 2, L'Harmattan, 2018, p. 37-48.
- DE SINGLY François, « La gestion sociale des silences », *Consommation, Revue de socio-économie*, n°4, 1982, p. 37-63.
- DÉTREZ Christine et Karine BASTIDE, *Nos mères - Huguette, Christiane et tant d'autres, une histoire de l'émancipation féminine*, La Découverte, 2020.
- DRULHE Marcel, « Mémoire et socialisation. Femmes alcooliques et associations d'anciens buveurs », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. 85, 1988, p. 313-324.
- DUSSY Dorothée, *Le berceau des dominations. Anthropologie de l'inceste, livre I*, La Discussion, 2013.
- DUVOUX Nicolas, « L'injonction biographique dans les politiques sociales. Spécificité et exemplarité de l'insertion », *Informations sociales*, vol. 156, n°6, 2009, p. 114-122.
- EHRENBERG Alain, *La Mécanique des passions. Cerveau, comportement, société*, Odile Jacob, 2018.
- EL AMRANI-BOISSEAU Frédérique, *Filles de la terre. Apprentissages au féminin (Anjou, 1920-1950)*, Presses Universitaires de Rennes, 2012.
- ELIAS Norbert, *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991.
- FAURE Sylvia, *Apprendre par corps. Socio-anthropologie des techniques de danse*, La Dispute, 2000.
- FIRAT Derya, « Sites of Memory of the 1980 Military Coup in Turkey », dans *Excavating Memory: Sites of Remembering and Forgetting*, University Press of Florida, 2016.
- FORQUIN Jean-Claude, *Sociologie du Curriculum*, Presses Universitaires de Rennes, 2008.
- FREEDMAN Jane, « Peur, honte, humiliation ? Les émotions complexes des demandeurs d'asile et des réfugiés en Europe », *Migrations Société*, n°168, vol. 2, 2017, p. 23-34.
- FRIGOLI Gilles et Christian RINAUDO, « Les usages sociaux de l'histoire de l'immigration : enquête auprès d'un cercle militant », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, n°1, 2009, p. 137-161.
- GRÉMY Jean-Paul, « Les "défaillances de la mémoire" dans les enquêtes de victimation », *Bulletin de méthodologie sociologique. Bulletin of sociological methodology*, n° 94, 2007, p. 39-56.
- HAAS Valérie, « De l'incommunicable à l'intransmissible : la gestion du silence dans l'entretien de recherche », *Recherches Qualitatives*, vol. 3, p. 232-242.
- HAAS Valérie, « La face cachée d'une ville », in Thomas Ferenczi (dir.), *Devoir de mémoire, droit à l'oubli ?*, Editions Complexe, 2002, p. 59-71.
- HAIJAT Abdellali, *Immigration postcoloniale et mémoire*, L'Harmattan, 2005.
- HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Albin Michel, 1994 [1925].
- HALBWACHS Maurice, *La Mémoire collective*, Albin Michel, 1997 [1950].
- HOURCADE Renaud, « Militer pour la mémoire. Rapport au passé et luttes minoritaires dans deux anciens ports négriers », *Politix*, n° 110, n° 2, 2015, p. 63-83.
- INFURCHIA Claudia, *La mémoire entre neurosciences et psychanalyse*, Érès, 2014.

- JAMOULLE Pascale, *Par-delà les silences. Non-dits et ruptures dans les parcours d'immigration*, La Découverte, 2013.
- KAUFMANN Jean-Claude, *La trame conjugale : Analyse du couple par son linge*, Nathan, 1992.
- LAGRAVE Rose-Marie, *Se ressaisir : Enquête autobiographique d'une transfuge de classe féministe*, La Découverte 2021.
- LAHIRE Bernard, *Enfances de classe. De l'inégalité parmi les enfants*, Seuil, 2019.
- LAHIRE Bernard, *L'interprétation sociologique des rêves*, La Découverte, 2018.
- LAHIRE Bernard, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Armand Colin, 2011 [1998].
- LAHIRE Bernard et Claude ROSENTAL (dirs.), *La cognition au prisme des sciences sociales*, Editions des archives contemporaines, 2008.
- LAVABRE Marie-Claire, « Paradigmes de la mémoire », *Transcontinentales. Sociétés, idéologies, système mondial*, n° 5, 2007, p. 139-147.
- LAVABRE Marie-Claire, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, vol. 7, n° 1, 2000, p. 48-57.
- LEGRIS Patricia, « L'élaboration des programmes d'histoire depuis la Libération. Contribution à une sociologie historique du curriculum », *Histoire@Politique*, n° 21, n° 3, 2013, p. 69-83.
- LEPOUTRE David et Isabelle CANOODT, *Souvenirs de familles immigrées*, Odile Jacob, 2005.
- LOPEZ Maryse et Xavier SIDO, « Entre culture scolaire et culture professionnelle, quelle identité disciplinaire en lycée professionnel ? L'exemple des mathématiques et du français », in Hélène Buisson-Fenet et Olivier Rey (dirs.), *Le lycée professionnel : relégué et avant-gardiste ?*, ENS Éditions, 2016.
- LYOTARD Jean-François, *La condition postmoderne. Rapport sur le savoir*, Les Éditions de Minuit, 1979.
- MARTIN Jean-Clément et Charles SUAUD, *Le Puy-du-Fou, en Vendée. L'histoire mise en scène*, L'Harmattan, 1996.
- MAUSS Marcel, « Les techniques du corps », Article originalement publié *Journal de Psychologie*, XXXII, ne, 3-4, 15 mars - 15 avril 1936. Communication présentée à la Société de Psychologie le 17 mai 1934.
- MUXEL ANNE, *Individu et mémoire familiale*, Éditions Nathan, 1996.
- NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire, tome 1*, Gallimard, 1997.
- PALUMBO Berardino, « L'Unesco et le campanile : Patrimoine universel et patrimoines locaux », dans Daniel Fabre et Anna Iuso (dir.), *Les monuments sont habités*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2010, p. 147-169.
- PAYET Jean-Paul, Corinne ROSTAING, Frédérique GIULIANI, et COLLECTIF, *La relation d'enquête : La sociologie au défi des acteurs faibles*, 2010.
- PERROT Michelle, *Les Femmes ou les silences de l'Histoire*, Flammarion, 1998.
- PETITEAU Jean-Yves, « La méthode des itinéraires ou la mémoire involontaire », Colloque Habiter dans sa poétique première, Cerisy-La-Salle, 1-8 septembre 2006, 16 p.
- POLIAK Claude, « Manières profanes de "parler de soi" », *Genèses*, n°47, vol. 2, 2002, p. 4-20.

- POLLAK Michael, *Une identité blessée*, Éditions Métailié, 1993.
- PONROUCH Julia, « Entre retour au pays et visite des lieux de mémoire : le tourisme des Cambodgiens de France », *Diasporas. Histoire et sociétés*, vol. 14, n° 1, 2009, p. 63-77.
- RIANDEY Benoît, « Les défaillances de la mémoire dans les enquêtes », *Population*, vol. 50, n° 3, 1995, p. 856-864.
- RICOEUR Paul, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil, 2000.
- ROSANVALLON Pierre, *La Nouvelle Question sociale. Repenser l'Etat-providence*, Seuil, 1995.
- ROUSSIAU Nicolas et Elise RENARD, « Des représentations sociales à l'institutionnalisation de la mémoire sociale », *Connexions*, vol. 80, n° 2, Érès, 2003, p. 31-41.
- SALMONA Muriel, « Chapitre 7. L'amnésie traumatique : un mécanisme dissociatif pour survivre », Roland Coutanceau éd., *Victimologie. Évaluation, traitement, résilience*. Dunod, 2018, pp. 71-85.
- THIESSE Anne-Marie, *La création des identités nationales*, Seuil, 1999.
- VIDAL Catherine, « La plasticité cérébrale : une révolution en neurobiologie », *Spirale*, n° 63, n° 3, Érès, 2012, p. 17-22.
- VILLANI Michela, Francesca Poglià MILETI, Laura MELLINI, Brikela SULSTAROVA et Pascal SINGY, « Les émotions au travail (scientifique) : enjeux éthiques et stratégies méthodologiques d'une enquête en terrain intime », *Genre, sexualité & société*, n° 12, 2014.
- WEBER Christina D., *Social Memory and War Narratives. Transmitted Trauma among children of Vietnam War Veterans*, Palgrave Macmillan, 2015.